

“ trop souvent nous sommes enclins à prendre l’amour de la parole pour l’amour du pays ”. Ce Congrès sera tout simplement une réunion d’étude, dans le calme, d’une consultation de famille, et c’est la véritable situation de la famille canadienne-française et les moyens de remédier à ses besoins les plus impérieux qui seront discutés.

De ces conférences naîtront des relations entre les divers groupes de la famille qui, disséminés sur une grande étendue de territoire, mais unis dans leurs travaux, et connaissant les besoins les uns des autres, ainsi que l’effort dont chacun sera capable, formeront une ligue d’action qui ne manquera pas d’assurer le maintien de nos droits.

Ce Congrès ne vient-il pas à son heure ? Sa nécessité n’est-elle pas urgente ? Depuis que la majorité fanatique d’Ontario a lancé son premier boulet contre notre langue, il semble qu’un mot d’ordre ait été donné, dans toutes les provinces anglaises, pour battre en brèche “ nos institutions, notre langue et nos lois ”. Mais nous savons dans quels antres s’est tramé cet inique complot, et c’est pour mettre en mouvement les forces vives de la nation que nous lançons à nos sentinelles, endormies peut être dans une fausse sécurité, le “ qui vive ” d’un Congrès d’action française. Nous savons aussi que nous pouvons compter sur l’appui d’un grand nombre d’esprits justes et éclairés qui nous aideront, en temps opportun, à convaincre leurs nationaux de la justice de notre cause.

Engoudis ! hélas un certain nombre de nos compatriotes ne le sont que trop, dans l’ambiance qui exerce son action délétère sur eux sans qu’ils s’en rendent compte ! Aux Etats-Unis ceux-là parlent plus volontiers l’anglais que le français, leurs enfants ne peuvent s’exprimer dans la langue de leurs pères, bien qu’ils la comprennent encore, et si l’on n’y prend garde, la prochaine génération n’aura plus de français que le nom ! Dans les provinces anglaises du Canada, aux portes mêmes de Québec le français était, dans trop d’endroits, mis au rancart ; il y serait disparu dans un quart de siècle peut-être si la providentielle persécution dont il est aujourd’hui l’objet n’était venue fouetter les résistances endormies et assurer sa survivance.

C’est cette situation que la Société Saint-Jean-Baptiste veut étudier avec tous les membres de la famille canadienne-française réunis pour la fête nationale du 24 juin 1916 ; elle propose à tous les groupes d’échanger leurs vues, d’exposer leurs moyens d’action et de travailler tous ensemble à la défense effective de notre patrimoine national.

VICTOR MORIN,
Président-général.